

LA MONTEE DU PROLETARIAT A L'EST ET A L'OUEST DE L'EUROPE, ET LA LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Exposé de Gérard Bloch au C.E.M. du 24 octobre 1969)

Constater qu'aujourd'hui en France la crise sociale et politique s'aggrave de jour en jour, c'est presque une banalité. Des camarades prendront peut-être la parole, tout à l'heure, pour dire ce qui s'est passé à la manifestation des travailleurs scientifiques, soigneusement envoyée par les dirigeants syndicaux à la République pour ne gêner personne, et non à la Concorde pour aller voir le ministre. D'autres interviendront sans doute pour donner d'autres nouvelles du front de la lutte des classes.

Pour ma part, je me suis contenté de lire le titre du *Figaro* ce matin et j'y ai appris que, selon M. Giscard d'Estaing, toute la politique économique du gouvernement repose sur la stabilité du franc. Or tout le monde sait que le franc est en train de se casser la gueule à toute vitesse. Tout le monde le sait. On peut dire qu'il baisse de jour en jour et d'heure en heure. Une nouvelle dévaluation est dès maintenant une quasi-certitude. Autrement dit, toute la politique économique du gouvernement repose sur du vent, ce que l'on savait, mais qu'il est bon que M. Giscard d'Estaing confirme au moment même où, par exemple, on apprend la même semaine que le bilan de la banque de France, qui vient d'être publié, ne signifie strictement rien, puisqu'il comporte la récupération de la moitié déjà des droits de tirage exceptionnels consentis à la France par le Fonds monétaire international et dont la moitié se sont déjà engloutis dans le gouffre du déficit de la balance extérieure ; une paille : 2 milliards et demi de dollars, au moment même où la spéculation contre le franc se développe dans toutes les bourses. Toute la politique économique du gouvernement repose sur la stabilité du franc !

Le même *Figaro*, cette fois *littéraire*, consacre cette semaine une longue enquête à ce qui va se passer

dans les lycées. Cette enquête est visiblement écrite pour rassurer les mères de familles de bonne bourgeoisie, qui ont vécu bien des angoisses, comme vous le savez, ces derniers temps, ces derniers mois et cette dernière année. Il s'agit des lycées bien sûr ; au *Figaro littéraire*, les enfants ne vont pas en C.E.T., en C.E.S. ou autres établissements de ce genre. L'auteur conclut en ces termes : « *Il n'y a pas de bonne rentrée scolaire ni de foncièrement mauvaise ; ils sont rentrés et aujourd'hui, alors que l'année scolaire est vieille de trois semaines, il ne reste plus guère d'écoliers sur le pavé ou de classes sans professeur. Il manquait beaucoup de boutons de guêtres le 15 septembre, on en a trouvé.* » Quels boutons de guêtres a-t-on trouvés ? Dans quelles classes a-t-on entassé les élèves pour qu'ils ne soient pas dehors ? Combien, en fait, restent en dehors ? Des camarades interviendront peut-être dans ce débat pour le dire. Il faut beaucoup de cynisme pour dire que c'est là une rentrée scolaire ni meilleure ni pire que les autres. En fait, comme vous avez pu le lire dans *Informations ouvrières* de cette semaine, un enfant sur trois, en âge d'aller à l'école maternelle, est resté à la porte ; un enfant sur trois, il semble que ce soit le chiffre caractéristique de cette rentrée scolaire, a redoublé le cours préparatoire faute de conditions d'enseignements qui lui permettent d'apprendre. Six cent mille enfants, soit le tiers des enfants qui sont en âge d'être dans le premier cycle du second degré, sont envoyés pourrir dans les classes de transition, dites pratiques, qui constituent un véritable camp de concentration préparatoire au chômage ; 35 %, un tiers seulement, des candidats au bac technique ont été reçus. Et l'on pourrait citer bien d'autres faits de ce genre. On ne peut vraiment pas parler de rentrée scolaire comme les autres. Un peu plus mauvaise ? Non.

La bourgeoisie se rassure elle-même

Il est significatif que la bourgeoisie, pour se consoler, ne trouve en ce moment rien d'autre à dire, que de répéter que, après tout, cela ne va pas plus mal. C'est ce qu'on nous répète sur tous les tons, et effectivement, en un sens fondamental, ça ne va pas *encore plus mal* ; la bourgeoisie conserve le pouvoir, les appareils syndicaux sont là pour dévier le combat des masses et pour les faire manifester place de la République, loin des sièges du pouvoir bourgeois, et non pas place de la Concorde ; ils sont là pour faire reprendre le travail aux cheminots et aux ouvriers du métro, après que ceux-ci ont, il est vrai, obtenu des avantages substantiels. Aucune grève ne se termine actuellement sans victoire revendicative, mais, néanmoins, les travailleurs qui engagent le combat à la base, en se ressaisissant souvent des syndicats et en leur imposant leur volonté, se heurtent au problème fondamental auquel ils se sont heurtés lors de la liquidation de la grève générale de Mai-juin, à savoir qu'ils parviennent à contrôler leur lutte, à contrôler leur combat au niveau élémentaire, au niveau de l'entreprise et quelque fois de la profession : mais que, au niveau où il serait nécessaire de l'élever pour le centraliser dans un assaut d'ensemble contre l'Etat bourgeois (car il n'est pas de revendications actuellement qui ne posent le problème du pouvoir) ils se heurtent alors à l'appareil, à l'appareil qui, lui, centralise, et est seul à pouvoir centraliser, parce qu'il n'existe pas d'autres formes organisées que les syndicats qui permettent aux travailleurs de centraliser leur combat, et parce que la direction centrale de leurs organisation de classe leur échappe, qu'elle est entre les mains de forces qui représentent des intérêts différents et opposés au niveau de la centralisation politique. Chaque fois, leur combat, après s'être élevé jusqu'à un certain niveau, ne peut aller plus loin, et de ce point de vue, évidemment, la bourgeoisie, dont le premier et le dernier mot est aujourd'hui celui de Louis XV, « *Après nous le déluge* », la bourgeoisie peut se dire, effectivement, que cela pourrait aller encore beaucoup plus mal.

Mais d'autres symptômes d'une crise sociale sans précédent s'accumulent un peu partout dans le monde. Comme le savent les camarades qui me connaissent, je suis un grand lecteur de *France-soir*, journal souvent très intéressant parce qu'on y apprend des choses comme la suivante : hier soir, gare de Lyon, les trains de banlieue ont été bloqués pendant une heure et demie. Pourquoi ? Grève, non. Grève surprise ? Non. Simplement ceci : les banlieusards, las de s'entasser debout, tous les soirs, pour rentrer chez eux, dans des conditions comparables à celles que nous avons connues quand les S.S. nous entassaient dans des wagons de marchandises à destination des camps de concentration, ont vu un fourgon vide. Il est vrai qu'il y avait ou

n'y avait pas, la chose se discute, la pancarte sacrosainte « *Réservé à la S.N.C.F.* ». Après tout, ils auraient pu dire : la Société nationale des chemins de fer français, puisque la Nation c'est nous, donc, de toute façon, c'est à nous. Ils n'ont pas raisonné autant, ils ont vu un fourgon vide et ils se sont jetés dedans, en se disant que ça ferait quand même un peu moins d'entassement. Les malheureux employés de la S.N.C.F. qui étaient là n'ont pas pu faire partir le train dans ces conditions, le règlement s'y opposant. Les voyageurs immédiatement se sont mis à tirer les sonnettes d'alarme. Les voyageurs du train voisin ont suivi un si bel exemple. Il y a eu un magnifique charivari de sonnettes d'alarme.

Vous savez qu'en pareil cas le règlement, d'ailleurs tout à fait compréhensible et justifié, prévoit que, tant qu'un employé n'a pas pu constater la cause de l'alarme et faire remettre la poignée du signal dans sa position primitive, le train ne peut partir. Les cheminots n'ont donc rien pu faire, et il y a eu des milliers de gens qui étaient là à hurler, à manifester, à protester, à s'indigner : cela a duré deux heures, après quoi le service, comme le dit l'article, a repris peu à peu. Incident banal, peut-être ? Je ne le crois pas. Il s'y exprime d'une manière claire, profonde, directe le fait que les masses travailleuses sont en révolte contre les conditions de vie que leur fait cette société. On a vu, pendant la grève du métro, de nombreux incidents de ce genre ; on a vu des poinçonneurs du métro qui venaient travailler un jour, et qui brusquement disaient : « *Eh bien, cela suffit, maintenant, c'est ma tournée* » et s'en allaient. On a vu un tas de choses comme cela pendant la grève du métro ; les camarades du métro que je vois en face de moi pourraient certainement en raconter d'autres. Je dis que cet incident de la gare de Lyon est à mes yeux de la même nature. Il exprime la profondeur extraordinaire du mécontentement des masses ; il n'y avait pas là seulement des ouvriers, il y avait des petits-bourgeois, il y avait toute la population qui rentre dans un train de banlieue le soir chez soi, et ces gens en ont assez. Ils en ont assez des conditions que leur fait le capitalisme et ils le manifestent comme ça.

Ils le manifestent encore sous toutes sortes d'autres formes. Il serait absurde et criminel de considérer comme fascistes, par exemple, les petits commerçants qui ont enlevé des inspecteurs de police et un maire U.N.R. Fasciste, la petite-bourgeoisie enragée pourrait le devenir à la longue si le prolétariat ne lui offre pas d'issue, si la classe ouvrière ne se montre pas capable, dans une crise sociale sans précédent, de prendre entre ses mains la destinée de la nation et de lui ouvrir une nouvelle issue. Mais aujourd'hui, ce n'est absolument pas à l'ordre du jour. La caractéristique d'une organisation

fasciste est de se tourner dès le début contre les organisations ouvrières. Ces petits commerçants enragés, sans perspective, rendus fous par la politique fiscale du gouvernement qui les étrangle en favorisant les trusts de la répartition, les supermarchés, ils enlèvent des inspecteurs de police et un maire U.N.R. : ils se tournent contre l'État spontanément, instinctivement. Ce serait une erreur de sous-estimer — même si, bien entendu, on ne peut savoir ce que sera l'avenir de ces gens en particulier, qui n'est inscrit nulle part, — ce que cela signifie comme symptôme.

Dans le même journal, toujours, j'ai lu qu'aux Etats-Unis un gang de machines à sous, qui vient d'être démasqué, était dirigé par un général Johnson — aucun rapport avec l'ex-président, je suppose, — l'ancien chef d'état-major des forces terrestres, ce qui est quand même pas mal, et le général Turner, ancien chef de la police militaire. Autrement dit, le gang, c'est la police. Sans doute me direz-vous, ce n'est pas nouveau. Aux Etats-Unis, ce genre de corruption est traditionnel, et pas seulement aux Etats-Unis. Mais qu'ils soient obligés de laisser exploser cela, qu'ils n'aient pas réussi à l'étouffer, sans bruit, qu'ils soient obligés de dire publiquement : le chef de la police militaire organisait le gang des machines à sous dans toutes les régions occupées par l'armée des Etats-Unis, ce qui fait un vaste territoire, qu'ils soient obligés de le dire ainsi, cela exprime une crise qui devient, là-bas aussi, profonde.

J'ai lu également, toujours dans le même journal, et c'était vraiment assez drôle, un grand article sur ce qui se passe à Montréal, et à l'intérieur de cet article une petite fenêtre, où on apprenait que M. Jean Lipkovsky, secrétaire aux affaires étrangères françaises, était justement allé ce jour-là à Montréal. Je ne crois pas qu'il établissait une relation de cause à effet parce que M. Jean de Lipkovsky était resté soigneusement à l'aérodrome, où il avait fait une conférence de presse. Pendant ce temps, la police de Montréal était en grève. Pendant ce temps, une vague de pillages des banques s'était

immédiatement déclenchée ; c'était assez logique. Le gouvernement du Québec s'efforça de faire venir des policiers du reste de la province, alors les policiers de Montréal se portèrent au-devant de leurs confrères arrivant et les arrêterent pour les empêcher de rentrer, pour protéger des banques du pillage. C'est drôle et c'est important. C'est important parce que cela montre que, même dans ce Canada qui était et qui n'est encore très largement rien d'autre qu'une colonie capitaliste des Etats-Unis, là aussi, dans un pays où la classe ouvrière n'a pourtant même pas encore son propre parti politique, où elle est seulement organisée sur le terrain syndical ; dans ce pays aussi, la crise du pouvoir, la crise de la domination de la bourgeoisie atteint un degré extraordinaire.

Lénine disait qu'il y a une situation objectivement révolutionnaire lorsque ceux qui sont en haut ne peuvent plus et que ceux qui sont en bas ne veulent plus. En Europe du moins, nous sommes partout très proches d'une telle situation, nous l'avons même atteinte. Il ne faut toutefois pas en tirer des conclusions trop hâtives. Il ne faut pas oublier un seul instant que même aujourd'hui, même devant le délabrement croissant de son pouvoir politique, même devant les contradictions insurmontables de son économie, la bourgeoisie trouvera toujours une issue si la classe ouvrière ne la renverse pas, et la classe ouvrière ne la renversera que si elle a à sa tête un parti révolutionnaire marxiste.

C'est élémentaire, c'est l'évidence et c'est en même temps le problème historique le plus difficile à résoudre ; celui que nous avons à résoudre, notre tâche historique. Une tâche qu'on ne peut pas résoudre simplement en consultant Marx ou Lénine, parce qu'ils n'ont pas dit comment il fallait construire le parti et reconstruire la quatrième Internationale aujourd'hui. Une tâche qui est la nôtre, et cette description quelque peu hâtive que j'ai faite aujourd'hui de cette crise sociale n'a d'autre but que de situer le cadre dans lequel le véritable débat doit s'engager.

Crise «monétaire» et lutte des classes

Crise monétaire ? Ils nous répètent sur tous les tons qu'il ne s'agit somme toute que d'une crise monétaire et que, avec des méthodes monétaires astucieuses, on doit sûrement parvenir à s'en tirer, que les experts trouveront une solution, une monnaie flottante ou pas, ils ont des termes techniques vraiment extrêmement charmants à cet égard, des Eurodollars... ils ont, en paroles, tout ce qu'il faut. Mais

la réalité, nous le savons bien, est que cette crise, d'aspect financier, exprime le déséquilibre de la balance des comptes des Etats-Unis, traduit donc à son tour le déséquilibre fondamental de l'économie capitaliste.

Car, s'il n'y a pas eu, jusqu'à ce jour, de crise majeure, c'est grâce à l'injection formidable de crédits militaires croissants au cours des vingt

dernières années, nous le savons. Aujourd'hui, on peut dire que l'ensemble de la bourgeoisie mondiale dépense certainement plus d'un milliard de dollars par jour pour les armements, c'est-à-dire un chiffre absolument fantastique ; je vous laisse le soin de calculer ce que cela fait par tête d'habitant et par jour ; cela dépasse tout ce qu'on peut imaginer, ce chiffre tend partout à croître et pourtant cela ne suffit plus. Telle est la question, telle est la cause de la crise monétaire. Au printemps dernier, au mois de juin, nous écrivions dans la résolution politique de l'Organisation trotskyste ce qui suit — il faut quelquefois se citer soi-même pour vérifier si nous sommes capables ou non de prévoir correctement le déroulement des événements :

L'impérialisme américain est incapable de continuer à faire cette politique. La crise des moyens de paiement souligne les déséquilibres économiques qui existent sur le marché mondial. Sa gravité vient de ce qu'elle se conjugue avec la crise du système monétaire mondial, qui repose sur le dollar. Dans la crise monétaire se révèle le parasitisme du mode de production capitaliste ; les Etats bourgeois alimentent les dépenses parasites, les dépenses militaires, par l'émission de chèques sans provision, de traites sans garantie : par l'inflation. La hausse des taux d'intérêt résulte de la tentative d'arrêter la conversion en or des capitaux flottants, par l'appât de très hauts rendements des valeurs d'Etat, conjuguée avec la limitation des crédits à l'économie. Elle ne fait, à moyen terme, qu'aggraver la crise du système monétaire international. L'économie capitaliste oscille entre une crise économique et une crise aiguë du système monétaire international, qui ferait, à son tour, resurgir la crise économique ; elle est menacée d'un effondrement du système monétaire international, aboutissant à la dissolution du marché mondial.

La solution capitaliste existe, elle consiste à liquider une partie des dettes d'Etat par des dévaluations massives et coordonnées, c'est-à-dire au détriment de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie, et d'une partie de la grande bourgeoisie ; à ouvrir des débouchés à l'est de l'Europe pour les marchandises et les capitaux, à passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre avec toutes ses contraintes, et l'omnipotence des Etats bourgeois sur toute la vie économique, sociale et politique que l'économie de guerre exige. »

Il ne fallait sans doute pas un flair extraordinaire pour prévoir une série de dévaluations ; toujours est-il que nous l'avons prévue et, autant que je puisse juger, pas les autres ; en particulier ceux qui se réclamaient du marxisme, car les réformistes, j'y

inclus naturellement les dirigeants du parti communiste français, prétendent toujours démontrer à la bourgeoisie qu'il y a une autre politique possible pour elle, une politique qui consisterait à élever les salaires et ainsi à vendre davantage ; on se demande d'ailleurs pourquoi la bourgeoisie est assez stupide pour ne pas faire, alors qu'elle en a, nous disent-ils, la possibilité, une politique qui éviterait la crise sociale, qui éviterait de mécontenter les travailleurs et qui, par-dessus le marché, ferait marcher son économie. L'absurde est de ne pas comprendre que ce qui se manifeste en ce moment sous nos yeux — cette résolution prévoyait la dislocation du marché mondial, nous en sommes déjà à la dislocation du marché commun avec la réévaluation unilatérale du mark et les mesures contraires au traité de Rome et de Paris qu'immédiatement a prises le gouvernement allemand, les autres ne pouvant que s'incliner — c'est très exactement ce que Marx a prévu il y a cent deux ans dans le livre I du Capital. C'est la révolte des forces productives qui ont crû très loin au-delà de ce que permettent la propriété privée des moyens de production et les frontières des Etats nationaux. De plus en plus, sur le marché mondial, s'accumulent les marchandises invendables, et, plus encore, les capitaux qui, ne pouvant s'investir dans la production parce qu'il y a déjà trop de produits, deviennent alors ces capitaux dits « flottants » qui participent, sous une forme ou sous une autre, à la spéculation monétaire.

En dépit de l'injection massive de crédits militaires dans l'économie, ce phénomène de parasitisme croissant du capitalisme envahit aujourd'hui tous les secteurs et tous les domaines ; son expression monétaire, c'est la crise financière, son expression économique, c'est la guerre concurrentielle acharnée en même temps que la concentration des capitaux sur une échelle sans précédent, la formation de trusts qui groupent plus d'un million d'employés sous la coupe d'un capital unique, de trusts qui concentrent des dizaines et des dizaines de milliards de dollars. Mais tout cela, ce sont des contradictions fondamentales. c'est la crise historique du capitalisme, par opposition aux crises conjoncturelles cycliques que l'on connaissait autrefois, qui atteint son suprême degré et qui pose directement la question : il faut exproprier les expropriateurs, la classe ouvrière doit conquérir le pouvoir ; pour cela, il lui faut une direction révolutionnaire, qui lui manque aujourd'hui, ce qui l'empêche de centraliser ses forces dans la lutte contre l'Etat bourgeois.

Si l'on regarde ce qui se passe en Allemagne, ce n'est pas moins significatif. L'Allemagne était le pays décisif pour la lutte de classes en Europe, le pays où le prolétariat tenait l'avant-garde depuis la chute de la Commune de Paris jusqu'à l'accession d'Hitler au pouvoir. La social-démocratie allemande était le principal parti de la II^e Internationale, et, après la faillite de celle-ci le parti communiste allemand était

le principal parti après celui de l'Union soviétique, de l'Internationale communiste. La politique de Staline, dénoncée aujourd'hui, y compris sur ce terrain, par la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S., a conduit, par le refus du front unique contre Hitler, à la catastrophe de 1933, dont le parti communiste allemand ne s'est pas relevé. En 1945, les alliés de l'Ouest et de l'Est ont collaboré pour plonger les masses allemandes dans la terreur, d'abord par les bombardements massifs — vous savez que, par exemple, on a jeté en une nuit sur Hambourg un équivalent en explosifs très supérieur à la bombe atomique d'Hiroshima, que des villes sans aucune installation militaire comme Dresde ont été détruites en totalité. Le but était la terreur contre les masses. Le but, c'était de convaincre les Allemands qu'il n'y avait aucun espoir pour eux du côté de l'Union soviétique ; comme le disait à l'époque l'écrivain Ilya Ehrenbourg, ce bouffon de Staline : « *Je ne connais de bons Allemands que ceux qui sont morts* » ; les Allemands écoutaient la radio, et évidemment ils en concluaient qu'ils n'avaient aucun espoir ni d'un côté ni de l'autre.

La terreur qui a existé en 1945, lors de l'occupation, était dirigée contre le prolétariat allemand ; le prétendu miracle allemand n'a pas été autre chose que le fait que la bourgeoisie allemande a pu reconstruire son appareil de production détruit par la guerre aux dépens des masses, en leur faisant payer le prix par une politique de salaire extrêmement misérable, durant les premières années de l'après-guerre, grâce à la terreur organisée. L'Etat d'Allemagne orientale, avec son caractère de monstruosité bureaucratique immédiate, était là, entre autres choses, pour servir de repoussoir vis-à-vis du prolétariat allemand et discréditer le communisme aux yeux des travailleurs allemands ; de ce point de vue d'ailleurs, le succès a été total, il n'y aura plus jamais, en fait, de parti stalinien en Allemagne ; il y aura un parti communiste authentique, mais il n'y aura plus de parti stalinien, c'est une chose terminée. Ulbricht y a veillé et sa politique a suffi, de ce point de vue, à rejeter les travailleurs allemands dans les bras de la social-démocratie. La division de l'Allemagne, essentiellement tournée contre le prolétariat allemand, pour empêcher ce prolétariat, le plus puissant d'Europe, le plus nombreux, celui qui a les traditions d'organisation les plus fortes et qui se base sur le potentiel de production le plus élevé, de reconstituer sa force de classe, a été le second facteur fondamental de l'apparente stabilité allemande pendant toutes ces années et de la prospérité du capitalisme en Allemagne. La prétendue prospérité allemande n'était donc pas un phénomène économique ayant des conséquences politiques, c'était un phénomène politique ayant des conséquences économiques, et il en est ainsi aujourd'hui de toute l'économie.

De même, s'il y a aujourd'hui crise monétaire, c'est parce qu'il y a eu la grève générale de mai-

juin 1968 et que les travailleurs français ont abattu De Gaulle ; s'il y a la crise monétaire, c'est parce que les plans de la bourgeoisie dirigés contre les masses, tendant à la déqualification et au chômage massif, se sont heurtés à la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse, et n'ont pas pu, jusqu'à présent, être réalisés, bien que la bourgeoisie, naturellement, y revienne et ne puisse avoir d'autre politique ; c'est parce que la classe ouvrière y résiste de façon massive, que la bourgeoisie n'a pas la force d'imposer ce qu'elle veut, ces mesures qui tendaient à abaisser massivement la part des masses dans le revenu national, et à leur faire ainsi payer les frais de la crise du régime ; c'est pour cela que la crise explose sur le terrain monétaire. C'est la politique qui détermine l'économie, dans ce cas comme dans les autres.

Et cette crise, maintenant, elle éclate en Allemagne. L'un des faits politiques les plus importants, il y en a beaucoup, de ces derniers mois, est celui-ci : la classe ouvrière allemande s'est dressée, elle a fait, non pas des grèves sauvages, ce qualificatif ne veut rien dire, elle a fait ce qu'ont fait les ouvriers du métro à Paris récemment, elle a imposé des grèves à ses propres syndicats. Elle a imposé aux dirigeants syndicaux une série de grèves, et chacune de ces grèves a été couronnée de succès sur une échelle plus grande encore qu'en France. Toutes les revendications ont été immédiatement accordées. Comme l'ont dit certains journaux bourgeois allemands, nous nous trouvons devant une nouvelle génération ouvrière et cette génération ouvrière sait ce qu'elle veut, elle ne se laissera pas payer de mots. Oui, la classe ouvrière allemande est debout et combat ; elle commence à reprendre sa place dans le front international de classe. Cela est d'une importance majeure. Il ne m'est pas possible de m'étendre davantage sur ce point, mais il fallait le souligner.

Il faudrait parler aussi des grands mouvements qui se sont déroulés et qui se déroulent en ce moment en Amérique latine. Je ne le ferai pas pour ne pas allonger. Un article y est consacré dans le numéro à sortir prochainement de *La Vérité* ; je me contenterai de souligner une leçon politique de ces événements. Ces mouvements sont des grèves de masse du prolétariat, grèves politiques et même grèves insurrectionnelles en Uruguay, par exemple, des grèves de masse du prolétariat. Il ne reste plus pierre sur pierre du prétendu guevarisme campagnard ou urbain, de ces théories selon lesquelles la guerre de partisans devait devenir l'instrument essentiel et exclusif du combat en Amérique latine ; la guerre de partisans est un instrument du combat de classe du prolétariat qui peut avoir son importance, mais qui est subordonné à l'action des masses sur leur terrain spécifique.

Il faudrait parler encore ici de l'Irlande. Il faudrait montrer comment les combats en Irlande sont des combats de classe du prolétariat contre la bourgeoisie de l'Irlande du Nord soutenue par l'impé-

rialisme britannique, et comment les trotskystes anglais, et eux seuls, bien loin de se réjouir de l'entrée à Belfast des troupes de l'impérialisme anglais, venues garantir le maintien des privilèges de la grande bourgeoisie, ont été les seuls, notamment dans leur quotidien, à lancer le mot d'ordre du retrait des troupes anglaises. Ce qui se passe d'ailleurs en Angleterre, où, si Wilson a obtenu la majorité très difficilement, bien loin d'avoir le grand succès qu'on a dit, au congrès du Labour Party, il a été

battu deux fois au congrès des Trade-Unions, au congrès des syndicats, sur le blocage des salaires et a dû abandonner toute une partie de sa politique, prouve que, là aussi, la crise sociale mûrit rapidement. Tout au plus la situation de la livre sterling a-t-elle été quelque peu allégée par les ennuis du franc, mais ce n'est que partie remise, et les ennuis du franc, s'ils s'aggravent, réagiront à leur tour sur la livre sterling et sur la crise sociale anglaise, n'en doutons pas.

La montée révolutionnaire à l'Est

Mais il faut surtout insister sur un point, un point qui ne semble pas clairement compris par la plupart des camarades ; insister sur l'importance de la montée du prolétariat vers la révolution politique en Europe orientale et en Union soviétique même, des événements de Tchécoslovaquie, enfin de la formation d'une nouvelle opposition communiste en Union soviétique même et de son développement. Il ne s'agit pas seulement de dire que c'est important. Il y aurait, comme cela, des choses importantes placées les unes à côté des autres : c'est important ce qui se passe en France, c'est important ce qui se passe en Allemagne, c'est important ce qui se passe un peu partout, c'est important ce qui se passe en Amérique latine, etc. Je crois qu'il y a dans cette façon de voir les choses une profonde incompréhension de la nature du problème posé. La lutte des classes, nous avons l'habitude de le répéter, mais sans bien comprendre ce que nous disons nous-mêmes, la lutte des classes est une à l'échelle mondiale. C'est bien, mais nous ne comprenons pas ce que cela veut dire, nous ne comprenons pas que, pour les travailleurs du métro par exemple, dans la lutte pour leurs revendications, le combat des opposants russes est actuellement d'une importance majeure et qu'il doit être intégré à notre combat. Nous ne comprenons pas que, pour les étudiants en lutte contre la réforme « Fouchet-Faure », la lutte des opposants russes d'aujourd'hui est partie intégrante de leur combat, et qu'elle doit effectivement y être intégrée d'une manière effective, faute de quoi nous ne réussirons pas. C'est cela qu'il faut comprendre et c'est cela que je voudrais expliquer.

Je voudrais d'abord le rappeler : pendant la première vague révolutionnaire, qui a balayé l'Europe après guerre, celle de 1953 à 1956, qui a atteint un niveau beaucoup moins élevé que celle d'aujourd'hui, dont les vagues n'ont pas fini de monter, néanmoins, le même phénomène fondamental était au départ ; c'est-à-dire, non pas seulement d'une interdépendance, mais d'une convergence, d'une unité et d'une identité du combat. C'est le 17 juin 1953, Staline était

mort depuis deux mois, que les travailleurs de la Stalin Allee à Berlin, que le régime d'Ulbricht venait de placer devant une modification des normes de travail qui équivalait à une baisse de 10 % de salaire, ont déclenché la grève générale. Et le fait fondamental, que aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest on s'est employé à faire immédiatement oublier ou à dissimuler, c'est que, lorsqu'ils ont lancé l'ordre de grève générale, ils ne l'ont pas lancé pour l'Allemagne de l'Est, mais pour l'Allemagne entière. Les dirigeants sociaux-démocrates de Berlin-Ouest se sont empressés de leur interdire tout accès à la radio pour y lancer cet ordre de grève générale. Ils l'avaient demandé au maire de Berlin-Ouest, qui s'appelait Brandt, et est aujourd'hui le chancelier allemand. Ils se heurtèrent à un refus total, refus dont les Américains, puissance occupante, ont bien voulu fournir le prétexte ; prétexte, bien entendu, fort bien venu pour les dirigeants sociaux-démocrates de l'Ouest. Il faut comprendre la signification de ces événements. Pour les ouvriers allemands il n'y a qu'une Allemagne ; l'ordre de grève générale de la Stalin Allee, c'était évidemment l'ordre de grève générale pour toute l'Allemagne, mais la grève générale pour toute l'Allemagne, en juin 1953, c'était la réunification socialiste de l'Allemagne, ni plus ni moins. Il est clair que les dirigeants sociaux-démocrates et les dirigeants staliniens ne pouvaient envisager pire issue que celle-là. Les tanks russes sont venus rétablir « l'ordre » en Allemagne orientale, où la lutte a duré plusieurs jours ; ils n'ont fait, il est vrai, que quelques dizaines de morts, ce qui a permis aux révisionnistes pablistes, aux renégats de la IV^e Internationale qui paradedent sous ce nom tout en servant les plus basses besognes du Kremlin, d'écrire à l'époque dans leur journal qu'évidemment il y avait eu une répression bureaucratique mais que cela aurait pu être pire. Cela aurait pu, en effet, être pire, et ça l'a été trois ans plus tard à Budapest.

Quoi qu'il en soit, c'est le 17 juin 1953 à Berlin-Est qu'a commencé cette vague révolutionnaire qui, ensuite, balaya l'Europe entière. Ce fut, en août

1953, la grève générale de 4 millions et demi de travailleurs en France, liée directement à ce développement. Puis, après la défaite écrasante de l'impérialisme français à Dien-Bien-Phu, la crise sociale en France atteignit un degré aigu. Elle se développa en même temps en Europe orientale à travers une série de grèves et de manifestations. Elle culminera dans les deux pays en 1956. Au printemps de 1956 commence, en Europe orientale, une série de grèves, et en même temps nous avons en France le mouvement des rappelés contre la guerre l'Algérie, mouvement qui exprime la volonté de dizaines de milliers de rappelés et de jeunes du contingent de ne pas partir pour la sale guerre ; ce mouvement se heurte à l'appareil dirigeant les masses. C'est-à-dire à celui du parti communiste français, qui l'étouffe, tout en votant au Parlement, avec l'ensemble des députés socialistes et de droite — il y avait seulement une minorité encore plus à droite qui trouvait que ça n'allait pas assez loin et qu'il fallait l'état de siège pur et simple — en votant donc, le 12 mars 1956, au gouvernement de Guy Mollet les pouvoirs spéciaux grâce auxquels celui-ci organisera la guerre totale en Algérie. Instruit par les tomates qu'il avait reçues quelque temps avant, des colons d'Alger, il avait entièrement capitulé devant eux.

Le vote des pouvoirs spéciaux brisera la montée révolutionnaire en France à ce moment, et l'appareil stalinien se chargera de désarmer le mouvement des rappelés, alors que ceux de la caserne de Courbevoie, par exemple, étaient descendus manifester jusqu'aux Champs-Élysées, que d'autres mouvements s'étaient produits un peu partout (dans les trains, ils tiraient les sonnettes d'alarme). Et ce sera, enfin, Octobre 1956, la montée révolutionnaire en Pologne et la révolution hongroise des conseils ouvriers, qui sera écrasée par les tanks russes avec la collaboration directe de l'impérialisme américain et de l'impérialisme mondial ; il ne m'est pas possible de reprendre en détail le développement de ces événements. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que cette première vague révolutionnaire a déjà été une vague convergente à l'Est et à l'Ouest, en fait une vague unique.

L'accession au pouvoir de De Gaulle, sans que la classe ouvrière, paralysée par ses organisations, puisse combattre, marque une défaite ouvrière européenne ; commencent alors dix années du régime gaulliste, facteur d'ordre en Europe, facteur pour contenir les masses à l'Est comme à l'Ouest. La grève générale de mai-juin 1968 y a mis fin. Elle a abattu de Gaulle, fût-ce avec 7 ou 8 mois de retard, et on peut mesurer aujourd'hui ce qu'il faut penser des imbéciles qui nous disaient que la chute de De Gaulle était une victoire de la bourgeoisie. Est-ce vraiment utile d'expliquer aujourd'hui le contraire, alors que nous voyons sous nos yeux le régime bourgeois chanceler tous les jours sous les coups des masses, et que celles-ci attendent seulement les formes organisées qui leur

manquent encore pour passer à l'offensive ? Mais la grève générale de mai-juin a été suivie immédiatement — et il serait stupide de croire que c'est un hasard — plus exactement, elle a été précédée d'une montée révolutionnaire qui durait déjà depuis des mois, pendant tout le printemps et pendant l'automne de l'année précédente en Tchécoslovaquie, pays le plus avancé industriellement de l'Europe orientale, pays ayant un prolétariat aux traditions démocratiques et d'organisations solides et qui s'est efforcé de saisir le pouvoir politique entre ses mains. La bureaucratie du Kremlin, après bien des hésitations, n'a pas trouvé d'autre issue, pour maintenir sa domination directement menacée, que l'intervention du 21 août 1968, et, par là même, elle s'est plongée dans une masse de troubles encore bien plus grande.

Depuis, nous assistons à des événements révolutionnaires directs ou à des manifestations de mécontentement et d'organisation des masses dans toute l'Europe orientale. Ça été la Yougoslavie, où les étudiants et les intellectuels ont organisé les manifestations de Belgrade au mois de juin et ont tenté de réaliser effectivement leur liaison avec la classe ouvrière en dépit des écrans élevés entre eux et les masses ouvrières par la bureaucratie. Puis, au congrès des syndicats yougoslaves, une opposition de masse s'est manifestée pour défendre les revendications de la classe ouvrière, et pas seulement pour cela, mais aussi pour tenter d'enlever les syndicats à l'appareil bureaucratique et d'en refaire des instruments de la démocratie ouvrière. Cette montée en Yougoslavie est très loin d'avoir été arrêtée. Et il y a surtout la résistance, d'un côté extraordinaire, d'un autre côté significative, des ouvriers et des intellectuels de Tchécoslovaquie, que la répression en cours, les arrestations massives et la menace d'arrestations encore beaucoup plus massives et d'une terreur directe ne sont absolument pas parvenues à contenir aujourd'hui, et qui fait que Dubcek et son groupe, certes des bureaucrates, certes des bureaucrates « de gauche », des bureaucrates « libéraux », n'ont pas capitulé et que cela a une importance majeure.

Le fait que Dubcek, que Smrkovsky et leur groupe n'aient pas capitulé, qu'ils se soient refusés à faire l'autocritique qu'on attendait d'eux, porte l'appareil stalinien international à un degré supérieur de sa crise et joue un rôle direct dans la crise du parti communiste français. Dans la résolution politique que j'ai citée tout à l'heure, nous écrivions au mois de juin dernier :

La direction du P.C.F. a « réprouvé » l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes de la bureaucratie du Kremlin. Le lien de subordination qui unit l'appareil du P.C.F. à la bureaucratie du Kremlin n'était pas tranché pour autant. La suite a montré que, de la sorte, l'appareil du P.C.F. entendait couvrir l'action contre-révolutionnaire de la bureaucra-

tie en la faisant avaler aux militants. Cela n'empêche pas que, au lendemain de la trahison de la grève générale en France, il a été contraint, pour la première fois, de mettre en cause le rôle de garant, de dirigeant de la lutte révolutionnaire mondiale, de la lutte pour le socialisme, de défenseur des acquis de la révolution d'Octobre, qu'était censée assumer la bureaucratie du Kremlin aux yeux des militants du P.C.F. fidèles à leur classe et des travailleurs qui suivent le P.C.F. Le ciment du P.C.F. avait été, jusqu'alors, le dogme selon lequel la bureaucratie du Kremlin était l'héritière d'Octobre, le rempart du socialisme, la force dirigeante de la révolution mondiale. A partir de là étaient « légitimés » toutes les « tactiques », tous les « sacrifices » imposés à la classe ouvrière française, au nom des intérêts « supérieurs » du socialisme. La remise en cause de ce dogme exprime l'ampleur et la

profondeur de la crise de l'appareil international du stalinisme, de la bureaucratie du Kremlin, du P.C.F. enfin. Ce dernier n'est pas chimiquement pur. Au cours de son histoire, ses variations politiques ont aggloméré des composantes différentes, unifiées par l'intégration à l'appareil international du stalinisme : militants authentiquement révolutionnaires, social-démocrates de conception, carriéristes de toutes sortes, syndicaux, municipaux, « éligibles », membres de l'appareil du parti, agents directs de la bureaucratie du Kremlin. Toutes ces couches politiques se fusionnent, s'entrecroisent. La crise du P.C.F. tend à les dissocier.

Ce phénomène, que nous annonçons ainsi au mois de juin, a visiblement pris des développements nouveaux, nourris directement par la résistance des masses tchécoslovaques et la résistance du groupe de Dubcek qui en est la conséquence directe. On le voit sous nos yeux.

Aragon et les héritiers de Staline

Ainsi, M. Louis Aragon n'est pas exactement, disons, la crème des démocrates et des socialistes ; c'est l'homme qui a entériné tous les procès de Moscou possibles en hurlant qu'il voulait plus de sang et plus de morts, c'est l'homme qui a écrit des odes à Staline, où Staline était le soleil qui éclairait le monde ; qui, il y a quelques années encore, bien après le XX^e congrès et la déstalinisation officielle, écrivait, dans une histoire de l'Union soviétique qu'on ne pouvait pas, somme toute, se prononcer, que lui, historien, ne pouvait rien dire des procès de Moscou, parce qu'il n'existait pas de déclarations officielles du gouvernement soviétique sur cette question. Effectivement, il n'en existe toujours pas et il n'en existera jamais avant que les ouvriers de l'Union soviétique aient abattu la bureaucratie.

Voici donc Aragon qui dit : « *Le ministre de l'éducation, de l'instruction publique de la république socialiste de Tchécoslovaquie vient d'envoyer une circulaire appelant ses subordonnés à dénoncer les étudiants et les professeurs pour leur conduite au cours des événements d'août 1968, je ne suis pas d'accord, je proteste.* » Il le dit dans *Les lettres françaises*, cela est reproduit dans *Le Monde* et en partie dans *Le Figaro*, les militants du parti communiste

français, qui ne lisent pas tous *Les lettres françaises* (il est d'ailleurs clair qu'une fraction de l'appareil a décidé que *Les lettres françaises* devaient cesser de paraître et par là même être mises en déficit financier et sous ce prétexte être supprimées, on n'en parle plus dans *l'Humanité*, on ne leur fait plus aucune publicité. Les militants du parti communiste français, eux, ne le verront pas dans *l'Humanité*, mais ils ne verront pas non plus la condamnation d'Aragon. La situation de l'appareil dirigeant du parti communiste français n'est pas facile. Il a officiellement « désapprouvé » l'intervention en Tchécoslovaquie, le P.C. tchécoslovaque dit maintenant officiellement que l'intervention était justifiée. Le parti communiste français est obligé de répondre. Était-elle justifiée, et dans ce cas faut-il désapprouver la désapprobation ? N'est-elle pas justifiée, et dans ce cas faut-il désapprouver la prise de position du parti de M. Husak, ce libéral réaliste si cher aux journalistes du *Monde* qui le portaient aux nues, comme devant permettre aux travailleurs de Tchécoslovaquie de sauver l'essentiel de la libéralisation avec des formes appropriées, et qui, bien entendu, ne fait que tout perdre pour eux, ou plus exactement perdrait tout si les masses ne s'y opposaient pas. Qui a raison ? La direction du parti communiste français est prise dans cette contradiction.

Les militants du P.C.F. et la bureaucratie

Elle est prise dans la contradiction entre les intérêts vitaux des masses françaises et les intérêts qu'elle défend, elle est prise dans les contradictions qui maintenant tordent l'appareil international du Kremlin. Elle est déchirée, et l'on voit M. Etienne Fajon qui, pour l'anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie, va à Prague rendre visite à Bilak, un des partisans les plus notoires du Kremlin. Il est difficile d'être aussi clair sur le fait que M. Etienne Fajon désapprouve la désapprobation, mais alors quoi, faut-il réintégrer Jeannette Vermersch au C.C. et dire qu'elle avait raison, ou quoi au juste ? Il est clair qu'il y a là un problème qui, s'il ne devait déchirer que les consciences de ces messieurs du secrétariat du parti communiste français, n'aurait qu'assez peu d'importance et d'ailleurs ne déchirerait pas grand-chose, mais qui déchire par contre, qui trouble profondément, qui atteint la conscience de centaines et de milliers de militants du parti communiste français.

Nous avons, pendant des années, répété beaucoup de choses sur les cadres organisateurs de la classe ouvrière, qui sont actuellement, dans leur grande majorité, organisés par le parti communiste français ; qui y sont parce qu'ils croient, à tort, que ce dernier est le parti de la révolution d'Octobre, et qu'il faut gagner à la révolution prolétarienne, à la construction du nouveau parti, à la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous avons depuis maintenant cinq, six, sept ans posé ce problème au centre de notre méthode de construction du parti révolutionnaire. Et, au moment même où ce problème s'élève à un niveau historiquement supérieur ; au moment même où les termes dans lesquels il se pose se modifient profondément, je suis sûr que vous et moi n'avons pas conscience de la dixième partie de l'importance de ce problème. Je suis sûr que ce problème préoccupe cent fois plus de militants du parti communiste français que vous et moi fréquentons tous les jours. Parce que, évidemment, pour nous c'est réglé, pour nous, nous savons bien que la bureaucratie du Kremlin

est du côté de l'ordre bourgeois dans le monde entier. Nous savons qu'elle est contre-révolutionnaire. Oui, mais eux ne le savent pas, et ils sont en train de le découvrir de deux côtés à la fois. C'est pour cela que la question de la nouvelle opposition communisément dans notre perspective. Elle est au centre même de notre lutte quotidienne dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.

De deux côtés à la fois : d'une part, ils constatent dans leur lutte pour leurs revendications, dans leur lutte consciente ou demi-consciente pour le Front unique ouvrier, que leurs efforts se heurtent constamment à leur propre appareil, qui a disloqué la grève générale de mai-juin 1968 et qui, ils le voient bien, ils le constatent — et soyez sûrs qu'ils le constatent mieux que nous, qu'ils en savent cent fois plus que nous là-dessus — continue à barrer la route au Front unique.

D'une part, donc, ils voient l'appareil, en France, se mettre en travers de leurs aspirations vitales de militants ouvriers qui comprennent qu'il faut réaliser l'unité de front de la classe ouvrière avec les masses paysannes, avec les petits commerçants, avec l'ensemble des adversaires du capital dans une lutte frontale contre celui-ci, qui tend à démolir les bases mêmes d'existence qui ont été, jusqu'à ce jour, celles des masses travailleuses de ce pays. D'une part ils voient cela et ils se posent alors la question : pourquoi font-ils cela ? Pourquoi ? Est-ce qu'ils se trompent ? Est-ce que c'est Waldeck qu'il faut enlever pour mettre Marchais à sa place ? Ça, sûrement, ils ne le pensent pas. Mais est-ce que c'est peut-être Garaudy ? *L'Humanité* dit : nous condamnons Garaudy et nombreux sont les militants qui disent : vous avez probablement raison de condamner Garaudy, mais dites-nous d'abord ce que dit Garaudy pour qu'on en discute. Nous ne voulons pas être obligés de lire *Le Monde* pour savoir ce que pensent les dirigeants de notre parti qui sont en désaccord entre eux.

La nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. et le prolétariat mondial

D'une part, donc, ils se demandent ce qu'il faut faire. Faut-il changer la direction, faut-il réformer le parti, faut-il mettre de nouveaux statuts, faut-il quoi ? Mais pourquoi nos dirigeants font-ils cette politique ? Et nous, trotskystes, nous connaissons la réponse à ces questions, bien sûr. La réponse, nous la savons :

c'est que la direction du parti communiste français et son appareil sont des dépendances de la bureaucratie du Kremlin ; autrement dit que, lorsque cette bureaucratie s'est emparée du pouvoir politique en Union soviétique en chassant la classe ouvrière, elle s'est emparée en même temps du contrôle, elle s'est

emparée en même temps des leviers de commande de l'appareil international créé par la révolution d'Octobre et qu'elle en a fait un instrument contre-révolutionnaire pour maintenir dans le monde entier l'ordre existant, parce qu'elle est née de l'équilibre entre le capitalisme, dans une partie du monde et le nouveau régime dans l'autre, et que sa survie dépend du maintien de cet équilibre. Nous le savons, mais eux ne le savent pas. Eux ne le savent pas, mais les développements actuels créent les conditions pour qu'ils le comprennent, pour qu'ils le touchent. Car, d'un côté, ils voient qu'en France l'appareil s'oppose à leurs aspirations et ils se demandent pourquoi, et, de l'autre côté, ils voient la bureaucratie russe agir en Tchécoslovaquie et ils voient face à cette bureaucratie — ou tout au moins il dépend de nous et de nous seul qu'ils le voient, que nous le leur présentions — se dresser la nouvelle opposition communiste, notamment en U.R.S.S., qui leur dit, par exemple, par la bouche du général Grigorenko, dans sa lettre ouverte aux électeurs de la circonscription de Moscou :

A partir de 1961, je me suis élevé contre les activités déraisonnables et parfois nuisibles au pays de Krouchtchev et de son équipe. J'ai dès lors été victime de représailles illégales et le 2 février 1964 j'ai été arrêté. Je ne discuterai pas ici de la légalité ou de l'illégalité de cette arrestation ; je ne m'arrêterai pas non plus aux entorses que l'on fit subir à la loi au cours de l'enquête et des débats judiciaires. Je signalerai seulement que l'on donna une apparence de légalité au verdict lorsque, le 17 juillet 1964, le Collège militaire de la cour suprême de l'U.R.S.S., se rangeant aux conclusions de l'expertise sur mon irresponsabilité psychique, classa mon affaire et décida que je devais subir un traitement d'office.

D'après la loi, le classement d'une affaire équivaut, juridiquement, à un acquittement. Mais les autorités n'en ont pas tenu compte et, dès le prononcé du verdict, m'ont soumis à de dures représailles administratives. Enfermé à la clinique psychiatrique attenante à la prison j'ai appris par ouï-dire que, par décision du conseil des ministres, j'avais été rétrogradé du grade de général au rang de soldat de deuxième classe, puis rayé des cadres de l'armée et privé de tous mes droits à la retraite. Cette nouvelle, je n'en ai jamais reçu confirmation officielle, mais tout me porte à croire qu'une telle décision a bel et bien été prise à cette époque, sur l'insistance de Krouchtchev.

L'illégalité d'une telle procédure est si flagrante que le gouvernement préfère la taire, sans vouloir l'abroger, sans doute en vertu de l'absurde conception qui veut que rien ne doive « ternir l'honneur de l'uniforme ».

Mais si l'on ne m'informe pas officiellement des sanctions qui m'ont frappé, j'en subis les

conséquences. Depuis le jour de mon arrestation, je n'ai pas touché un kopeck ; et pourtant, d'après la loi, je dois toucher ma solde jusqu'au jour où l'on m'a rayé des cadres, sans compter l'indemnité de départ. La retraite, qui m'est légalement due, m'a été refusée. Je n'ai reçu aucun document attestant que j'ai quitté la carrière militaire, et, privé de toute attestation, je ne puis trouver d'emploi. Ainsi, ma famille, qui comporte deux invalides, et moi-même, avons été condamnés au besoin.

Comme je ne pouvais m'incliner devant un pareil arbitraire, j'ai réclamé dès que j'ai eu recouvré la liberté. A la fin décembre 1965, après de longs mois d'attente (environ deux ans après mon arrestation), j'ai reçu par la poste un livret de retraite indiquant qu'on devait me verser le tiers de la somme à laquelle la loi me donne droit.

J'ai donc réclamé de nouveau. Après un long silence, on me répondit en février 1966, en me menaçant de me priver de ma pension, de m'expulser de Moscou et de m'enfermer une seconde fois dans une clinique psychiatrique.

Face à de telles menaces, j'écrivis directement à Kossyguine. Je lui demandai, dans ma lettre, de me dire au moins si le conseil des ministres avait effectivement prononcé ma dégradation. Le chef du gouvernement ne me répondit pas. J'en conclus qu'il est lui-même l'un des fauteurs de l'arbitraire qui m'a frappé, et qu'il connaît très bien les menaces dont j'ai fait l'objet.

Un homme coupable d'une pareille conduite ne mérite pas la confiance des électeurs. Je voterai donc contre Kossyguine, et j'appelle les électeurs à suivre mon exemple.

Ils montreront que les responsables de l'arbitraire doivent être écartés des postes les plus élevés de notre Etat.

Vous voyez ici l'un des traits politiques caractéristiques de cette nouvelle opposition — qui est bien une opposition communiste, n'en déplaise à M. Jacques Fauvet. d'ailleurs tous ces militants rédigent des textes et y disent : moi, qui suis communiste, je pense ceci et cela : moi, communiste depuis 20 ans, 30 ans, etc. — c'est qu'ils luttent pour les libertés démocratiques en Union soviétique. Il ne faut pas se méprendre sur la signification d'une telle lutte. Depuis longtemps, depuis le début du combat de l'Opposition de gauche, et encore, plus particulièrement, dans la *Révolution trahie*, Trotsky a démontré que la bureaucratie n'est pas une classe ayant des racines dans les rapports sociaux de production ; elle est, historiquement, un accident, le produit d'un équilibre momentanément entre les forces du capitalisme mondial et celles de la révolution mondiale ayant triomphé dans un seul pays arriéré et isolé sous la forme de la révolution d'Octobre 1917. La pression du capitalisme mondial plus puissant après le reflux de la révolution européenne en 1923 a abouti à la dégénérescence de l'Etat

ouvrier soviétique et à la formation de cette espèce de cancer sur le corps de l'Etat ouvrier qu'est la bureaucratie du Kremlin, avec son appareil international qu'elle utilise pour maintenir le *statu quo* dont elle est issue. Ses privilèges ne proviennent pas, comme dans les pays capitalistes, de la propriété des usines. Au contraire, les privilèges d'un directeur, en Union soviétique, tiennent uniquement au fait qu'il est directeur, au fait que la bureaucratie qui l'a nommé tient l'Etat, gère le plan, fixe les salaires et donne au directeur un salaire dépassant de vingt fois ou davantage celui du manœuvre.

Et la bureaucratie en est parfaitement consciente, que la démocratie soit rétablie, que simplement existe la liberté d'opinion et d'organisation pour les travailleurs, et les privilèges du directeur sautent aussitôt. De nombreux textes du Samizdat le montrent : le sentiment profond des masses se révolte contre les inégalités : on lit même, dans certains textes, qu'il

faut que ceux qui occupent des postes responsables gagnent moins que les autres, comme ça, on sera sûr que ces postes seront occupés par des éléments dévoués ! Le régime d'oppression policière est inséparable des privilèges, la démocratie signifie leur abolition. C'est pourquoi le programme de la IV^e Internationale, rédigé par Trotsky en 1938, dans le chapitre sur l'Union soviétique, met l'accent sur cette thèse fondamentale ; la lutte pour les libertés démocratiques est inséparable de la restauration de la démocratie. La restauration de la démocratie, c'est le renversement de la bureaucratie et l'abolition de ses privilèges. Pour cette raison, la nouvelle opposition, sur ce point au moins, voit très clair et a foncièrement raison : la démocratie, sur la base des conquêtes d'Octobre, c'est le renversement de la bureaucratie et la bureaucratie le comprend fort bien, qui ne tolère pas ces revendications démocratiques.

Vers le nouveau parti

Certes, sur d'autres points, cette nouvelle opposition voit parfois beaucoup moins clair. Je me bornerai à relever un point fondamental sur lequel certains éléments de la nouvelle opposition voient beaucoup moins clair que d'autres. Beaucoup d'entre eux semblent penser qu'on peut redresser le parti communiste de l'Union soviétique. Ils s'adressent aux dirigeants du Kremlin et leur disent par exemple : hâtez-vous de prendre les mesures démocratiques que nous vous demandons, de les prendre avant que les ouvriers et les paysans s'en mêlent. D'autres, par contre, n'entretiennent pas de telles illusions ; c'était notamment le cas d'Alexis Kosterine, qui est mort il y a quelques mois. Il avait fait 17 ans de camp de concentration, là-bas le tarif c'est 17 ans, car, si l'on a été arrêté en 1937 au moment de la plus grande vague de terreur et si l'on a survécu, on est revenu en 1954 ou 1955. la mort de Staline, la chute de Béria et les débuts de la période de Krouchtchev et du XX^e congrès. Militant bolchevique depuis 1916, il a repris le combat à son retour de déportation et l'a poursuivi jusqu'à sa mort. Ses funérailles ont été l'occasion, comme vous le savez, de la première manifestation publique à Moscou depuis 1927. Son dernier acte politique, alors qu'il était déjà sur son lit de mort, a été d'envoyer au parti communiste de l'Union soviétique une lettre de démission dont la conclusion était :

Je prévois ce que sera la décision du comité d'arrondissement du Parti, car j'ai connaissance de certains faits d'exclusion du Parti décidés par des comités sans qu'il en ait été discuté dans les organismes de base. Mais je ne veux pas aller au comité d'arrondissement pour y recevoir une « correction ». Je n'en

ai ni la force ni la santé. Je pouvais encore supporter ces corrections en 1937, lorsqu'elles entraînaient mon arrestation, mais plus aujourd'hui.

En signe de protestation contre les violations grossières des statuts du Parti, et afin de me libérer de la discipline du Parti, qui me prive de la liberté de penser, je démissionne du parti communiste de l'Union soviétique, et je vous retourne ma carte de membre du Parti, n° 8293698.

Je prends cette décision en toute conscience et dans l'espoir qu'elle obligera les vrais communistes à réfléchir sérieusement sur ce qui se passe, tant à l'intérieur de notre Parti que dans l'ensemble de notre société.

Si le Comité central voit quelque intérêt à ce que tous les membres du Parti, y compris l'appareil, observent les statuts, il prendra une décision publique sur mon cas personnel et punira tous ceux qui se rendent coupables de violations des statuts. Dans ce cas, je reviendrai sur ma décision de démissionner du Parti, et je continuerai à mener la lutte contre le stalinisme en restant dans ses rangs et en me soumettant à sa discipline.

Mais avec ou sans carte du Parti j'ai été, je suis et je resterai un communiste marxiste-léniniste, un bolchevik. Toute mon existence, de ma jeunesse à ma mort, en témoigne.

Si je me trouve en dehors du Parti, je continuerai à lutter, comme j'ai lutté pour mes idées marxistes-léninistes, pour leur application démocratique dans l'existence, en utilisant tous les droits que me reconnaissent notre Constitution et la déclaration des droits de l'homme adoptée par l'O.N.U. et signée par notre gouvernement.

Lui, au moins, avait tiré cette conclusion qu'il faut un nouveau parti ; et il ne faut sous-estimer son rôle, car c'est lui qui a formé, de leur propre aveu, des combattants comme Grigorenko.

Il y a par contre des problèmes sur lesquels pas un seul des combattants de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. n'est, semble-t-il, et il pourrait difficilement en être autrement, parvenu à une vue claire des choses : ces problèmes tournent autour de la place de leur lutte contre la bureaucratie dans la lutte mondiale des classes ; du lien entre leur combat et le combat du prolétariat mondial contre le capitalisme ; des racines sociales de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique, parce que ces racines ne peuvent être analysées que dans le cadre de la lutte mondiale entre les classes. Et cela est compréhensible, parce que la bureaucratie, consciente de ce que cette continuité signifie, n'a rien négligé pour briser la continuité historique de la lutte de l'avant-garde prolétarienne.

Et c'est ici que l'on peut toucher du doigt nos responsabilités. Cette continuité historique qui va du *Manifeste communiste* aux grands combats d'aujourd'hui s'exprime par le programme marxiste, s'incarne dans l'organisation qui combat pour ce programme. Cette continuité, qui va de l'Internationale communiste à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale à travers la lutte de l'opposition, de gauche de 1923-1927, puis de Trotsky pour la nouvelle Internationale et de sa fondation en 1938, enfin de la lutte contre la tentative pabliste de destruction de la IV^e Internationale fondée par Trotsky — cette continuité que la bureaucratie du Kremlin n'a rien négligé pour briser — nous, et nous seuls pouvons l'exprimer et la développer aujourd'hui.

Car, si la lutte de classes est nationale dans sa forme, elle ne l'est nullement dans son fond. En proclamant que « *les prolétaires n'ont pas de patrie* », Marx et Engels n'ont pas écrit une formule magique, une formule abstraite, ils n'ont pas donné de coup de chapeau à un internationalisme abstrait, à un idéal moral ou humanitaire : ils ont mis, à la base de toute politique prolétarienne indépendante de la bourgeoisie, le fait de l'unité mondiale de la lutte des classes.

M. Louis Aragon, dans un poème qui a eu son heure de célébrité, remerciait le parti communiste français de lui avoir rendu la France, sa patrie. Je ne sais si c'était là un bon service à rendre à M. Aragon. Je n'en sais rien. C'était par contre, un très mauvais service à rendre au prolétariat français. C'est que les nations d'aujourd'hui sont des produits historiques du capitalisme dans sa lutte pour la constitution de marchés nationaux qui lui sont réservés pour y écouler ses marchandises. Et, dans les pays où les capitalismes étaient le plus développés, ces nations sont devenues des Etats impérialistes en lutte pour la domination mondiale. Pour le prolétariat, la forme nationale de sa lutte est une forme de son aliénation, de l'emprise sur lui de l'idéologie de la classe ennemie. C'est l'idéologie patriotique, c'est l'idéologie nationale qui enchaîne chaque classe ouvrière à sa propre bourgeoisie. Croyez-vous que ce soit un hasard si la social-démocratie, lorsqu'elle a dégénéré, en même temps qu'elle est devenue réformiste, est devenue social-chauvine ? Croyez-vous que ce soit un hasard si la marque de la dégénérescence de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste a été la théorie du socialisme dans un seul pays, avec l'ensemble de ses conséquences ?

Du "Manifeste communiste" à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale

C'est seulement dans le cadre international que la classe ouvrière peut se constituer en classe consciente de sa mission historique. Telle est la signification de la phrase fameuse du *Manifeste* : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie* ». Mais le dernier mot de la politique, c'est l'organisation. L'internationalisme prolétarien, c'est la lutte pour le parti mondial de la classe ouvrière, la lutte pour l'Internationale. Et c'est dans la continuité de la lutte de l'avant-garde prolétarienne, depuis le *Manifeste communiste* jusqu'à aujourd'hui, que s'incarne l'expression suprême du marxisme.

Il faut ici citer le texte célèbre, rédigé par Marx en octobre 1864, des « considérants » précédant les

statuts de la I^{re} Internationale, l'Association Internationale des travailleurs :

« Considérant

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être conquise par la classe ouvrière elle-même ; que la lutte pour l'émancipation des travailleurs n'est pas une lutte pour des privilèges ou un monopole de classe, mais pour l'abolition de toute domination de classe ;

Que l'asservissement de l'homme qui travaille à l'homme qui monopolise les moyens de travail, c'est-à-dire les sources de la vie, est à la base de la servitude

sous toutes ses formes, de toute misère sociale, dégradation mentale et dépendance politique ;

Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est donc le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme un moyen ;

Que tous les efforts dans ce sens ont échoué jusqu'à présent faute de solidarité entre les multiples sections de la classe ouvrière dans chaque pays et d'un lien fraternel entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est un problème ni local ni national, mais un problème social, embrassant tous les pays dans lesquels la société moderne existe et dépendant, pour sa solution, de la coopération pratique et théorique des pays les plus avancés. »

Mais l'Association internationale des travailleurs ne résistera pas à la défaite de la Commune de Paris. Huit ans après — sept ans après la Commune et six ans après la liquidation réelle, sinon formelle, de la I^{re} Internationale, Marx écrira, le 4 août 1878 : « *En réalité, les partis sociaux-démocrates d'Allemagne, du Danemark, du Portugal, d'Italie, de Belgique, de Hollande et des Etats-Unis, plus ou moins organisés à l'échelle nationale, forment autant de groupes internationaux* ». Et il explique ensuite ce qu'il veut dire par-là : à partir des partis ouvriers de masse qui commençaient alors à se constituer, la II^e Internationale en formation ne pouvait être un parti de classe du prolétariat que si chacune de ses sections était déjà « *internationale* », un « *groupe international* » comme il le dit. Et il ajoute : « *Ainsi, l'Internationale, au lieu de dépérir, n'a fait que passer de sa première phase d'incubation à une phase supérieure, dans laquelle ses tendances primitives sont déjà, en partie du moins, réalisées. Au cours de cette évolution progressive, elle aura encore à subir d'autres transformations, jusqu'à ce que le dernier chapitre de son histoire puisse être écrit.* »

Marx ne croyait pas si bien dire. La II^e Internationale a dégénéré. La révolution d'Octobre, avec Lénine et Trotsky, a fondé le parti communiste mondial, la II^e Internationale, qui, rappelant dans ses statuts le texte des considérants de la I^{re} Internationale, que je viens de citer — le sens de la continuité historique, Lénine et Trotsky l'avaient au plus haut point — se fixait comme objectif la révolution mondiale. La III^e Internationale, après avoir subi la dégénérescence bureaucratique, a été cyniquement dissoute en 1943 par Staline pour complaire à son allié du moment, Roosevelt. La tâche n'était pas accomplie. La révolution mondiale reste à faire. La IV^e Internationale a été fondée dans ce but. L'histoire a pris encore un détour, mais ce n'est pas là un hasard si, au centre même des théories révisionnistes de ceux qui ont entrepris sa destruction en 1951, il y avait précisément cette question qui est la plus décisive de la

lutte des classes, celle de son unité mondiale. Au centre même de cette crise, il y avait la thèse de Pablo, adoptée par le Secrétariat international en 1951, selon laquelle « *la réalité sociale objective est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien.* » Ainsi était brisée l'unité mondiale de la lutte des classes ; ce crime théorique devait aboutir à l'adaptation de la politique de la IV^e Internationale à la bureaucratie du Kremlin, puis à tous les appareils bureaucratiques, y compris dans son dernier avatar, le misérable appareil d'un Ben Bella. Mais la racine était là. La continuité historique a été assurée lorsque, en 1951, dans les conditions les plus difficiles, la section française d'abord, puis le Comité international formé par la section française, la section anglaise et un certain nombre d'autres sections, à partir de 1953, ont engagé la lutte, sur la base du programme marxiste, sur la base de la continuité historique, sur la base de la conception globale de la lutte des classes, sur la base de la compréhension qu'il n'y a de prolétariat qu'international, que la conscience de classe du prolétariat se dissout si elle ne s'exprime pas à travers une organisation internationale, et que, par conséquent, la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale sur la base du programme de Trotsky exprime, résume, synthétise et définit toute politique révolutionnaire à notre époque.

Alors, camarades, nous pouvons maintenant conclure. Nous avons dit que nous ferions de cette année qui s'ouvre l'année Lénine-Trotsky, c'est-à-dire l'année de la continuité politique, c'est-à-dire l'année de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous avons engagé une campagne pour faire connaître la nouvelle opposition communiste en Union soviétique aux travailleurs d'Occident. Cette campagne, jusqu'à maintenant, a donné des résultats limités. Oh, je sais, il y a à cela de nombreuses explications. Sur nous, qui luttons pour le Parti et pour l'Internationale, pèse une charge écrasante. Il faut souscrire pour le local de l'A.J.S. Il faut payer ses cotisations à l'A.J.S. ou à l'Organisation trotskyste et, si ces cotisations sont lourdes, elles ne sont pas fixées arbitrairement par nous, c'est l'histoire qui nous les impose. Mais, s'il s'agit de la campagne pour l'opposition communiste en U.R.S.S., la question n'est pas que c'est 29 F de plus à trouver, ce qui ne veut rien dire. Je pourrais vous dire, sur ce terrain, que 29 F ça n'est pas cher par rapport à 17 ans de camp à Kolima ; je m'en garderai bien, il serait très facile de développer toute une argumentation dans ce sens, de dire que ce n'est pas cher par rapport à la santé ruinée du docker Martchenko, qui a 30 ans, qui est très malade, et de nouveau en prison ; que ce n'est pas cher par rapport à ce que subit actuellement l'écrivain Iouri Daniel dans un camp où il est particulièrement maltraité. Mais je ne vous dirai pas cela, parce que cela reviendrait à placer cette campagne sous l'égide d'un sentiment de solidarité morale faux et malsain.

Il ne s'agit pas de faire quelque chose pour ces gens parce qu'ils sont bien braves et bien courageux. Il s'agit de mener notre combat. Il s'agit de combattre la bourgeoisie en France. Il s'agit de combattre le patronat dans les diverses corporations. Il s'agit de combattre le plan Fouchet-Faure dans l'enseignement. Il s'agit de construire l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, l'Alliance ouvrière, l'Organisation trotskyste, le Parti, l'Internationale. Et de ce combat, la campagne pour faire connaître aux travailleurs français, particulièrement aux militants communistes, le combat de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. est partie intégrante, indispensable. Le plus difficile, c'est, dans les tâches quotidiennes du mili-

tantisme, de ne pas perdre de vue la totalité, de la conserver constamment sous les yeux. à travers chaque tâche de retrouver la totalité. Construire l'A.J.S. exige que l'activité de l'opposition communiste en U.R.S.S. soit intégrée à la construction de l'A.J.S.. que lutter contre le patronat dans telle ou telle corporation exige la même chose, que lutter contre la réforme Faure-Fouchet dans les universités exige exactement la même chose, et ainsi de suite. Alors, si nous comprenons cela, nous pourrons poursuivre et développer l'objectif de l'année Lénine-Trotsky : nous pourrons faire un pas en avant dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, et je suis sûr que nous le ferons.